

LA DIVERSIFICATION DES POPULATIONS RURALES EN FRANCE

Jean RENARD

Summary

The aim of this communication is to describe, understand and explain the fast changes in the social repartition of French rural populations between 1954 and 1990. Within one generation, country people, who were mainly peasants, have become predominantly non-agricultural.

MOTS-CLÉS : campagne, population rurale, paysannerie, diversification sociale et spatiale
KEYWORDS : countryside, rural population, peasantry, social and spatial diversification

1. INTRODUCTION

En France, l'espace rural n'est plus ce qu'il était. Jusque vers 1950-60, notre pays se distinguait, en Europe occidentale, par deux traits majeurs. Nous avons conservé une grande masse de paysans, d'agriculteurs. En 1954, 27% de la population active du pays était agricole et près de 8 millions de personnes vivaient dans les familles dont le chef de ménage était exploitant agricole; et nous possédions de faibles densités en espace rural vis-à-vis des pays voisins.

Cet apparent paradoxe d'un pays de paysans et de faibles densités rurales s'explique par l'histoire de nos campagnes. Tout au long du XIX^e siècle et pendant la première moitié du XX^e, a sévi dans les campagnes françaises un exode rural qui a surtout touché les groupes sociaux de non agriculteurs. Ceux qui sont partis peupler les villes, ce sont les ouvriers ruraux, les artisans, les propriétaires rentiers, tout autant et sinon plus que les agriculteurs, et ainsi, progressivement, les campagnes se sont en quelque sorte, pour employer un néologisme, « agricolisées ». Dans un ouvrage déjà ancien [13], P. Pinchemel a bien montré ce processus, ses rythmes et ses conséquences à propos des campagnes de la Picardie entre 1836 et 1936.

Le résultat de cet exode rural sélectif est qu'au lendemain de la Première Guerre mondiale, le pourcentage des populations vivant de l'agriculture dans les campagnes est plus élevé qu'il ne l'a jamais été, avec plus de 60% des actifs. Et en 1946 encore, le Recensement Général de la Population, dans lequel figure la part des populations actives agricoles par commune, montre que nombre d'entre elles ont des taux voisins de 60%, voire 80%. A

cette date, la population rurale agricole dépasse encore en nombre la population non agricole.

Il est vrai que les statistiques utilisées sont un peu trompeuses puisque ne sont classées en espace rural par l'organisme officiel qu'est l'INSEE en France, que les seules communes de moins de 2.000 habitants agglomérés. Aussi les bourgades et petites villes que sont les bourgs-marchés et les centres de service des populations rurales sont-elles artificiellement exclues des espaces ruraux. Pour une bonne compréhension des réalités rurales de la France il faudrait réintégrer ces unités urbaines élémentaires dans les sociétés rurales et dans les calculs statistiques. Nous aurions alors une meilleure vision des réalités.

Or aujourd'hui, en 1990, date du dernier recensement général, on constate une transformation radicale du contenu social des populations résidant en milieu rural, puisque désormais les agriculteurs sont devenus minoritaires dans l'espace rural. Il y a eu un spectaculaire renversement de la part relative des agriculteurs et des non agriculteurs, les populations agricoles sont évaluées à 20%, les non agriculteurs à 80%.

Selon les régions, la part relative des agriculteurs varie dans de fortes proportions. Mais si, en 1982, les agriculteurs étaient encore majoritaires parmi les actifs en un certain nombre de cantons du centre et de l'ouest de la France, en 1990 cela n'est plus le cas.

Le fait que désormais les agriculteurs ne constituent plus qu'une petite minorité des populations rurales est en France un fait nouveau dont on n'a pas encore bien mesuré toutes les conséquences.

2. L'EFFONDREMENT DU NOMBRE DES AGRICULTEURS

Alors qu'en 1960 il y avait encore 2,3 millions d'exploitations agricoles, on ne comptabilise plus qu'environ 700.000 chefs d'exploitations en 1994, dont 100.000 peuvent être baptisés des « agro-managers », à la tête de vastes exploitations, et produisant à eux seuls plus de 50% des productions agricoles (betteraviers et céréaliers du bassin parisien, viticulteurs spécialisés, éleveurs hors-sol de Bretagne, arboriculteurs ou maraîchers des grandes vallées); 400.000 sont des agriculteurs familiaux vivant sur de petites ou moyennes exploitations modernisées, sur le modèle prôné en France par les lois agricoles de 1960-62; enfin environ 200.000 sont des agriculteurs marginaux, pluriactifs, retraités ou « agriculteur du dimanche » qui occupent et peuplent l'espace, mais qui n'ont pas de réel poids économique.

Ces trois agricultures n'ont pas les mêmes comportements, les mêmes intérêts et les mêmes localisations dans l'espace agricole du pays.

Il est donc erroné d'assimiler l'agriculture et les agriculteurs, comme certains voudraient le faire croire, à un bloc soudé, homogène et politiquement stable. Entre le salarié agricole et le grand fermier, le petit propriétaire ou les gros exploitants, l'héritier d'un grand domaine noble et le jeune agriculteur formé par la JAC et qui travaille en GREC, le viticulteur propriétaire d'un château d'un grand cru du bordelais, l'éleveur de quelques bovins dans l'Ouest ou le Massif Central, ou le grand céréalier de Champagne ou de Picardie à la tête d'une vaste entreprise de plusieurs centaines d'hectares, il y a beaucoup de diversité.

La population active agricole des communes rurales a littéralement fondu en l'espace d'une trentaine d'années, ce que le tableau ci-dessous résume :

Tableau 1 - Évolution des populations actives agricoles et non-agricoles des communes rurales (en millions d'actifs ayant un emploi)

	1962	1968	1975	1982	1990
Pop. Act. Agr.	3,49	2,61	1,67	1,4	0,98
Pop. Act. Non Agr.	3,55	3,4	3,76	4,61	4,65
Pop. Act. Tot.	7	6	5,4	6	5,6

Source : INSEE.

Notons au passage qu'en 1990 on comptabilisait 570.000 chômeurs dans les communes rurales. Il faudrait les ajouter au total des actifs en 1990 pour pouvoir comparer les choses avec 1962.

Cette baisse spectaculaire des actifs employés dans l'agriculture s'est accompagnée d'une transformation au sein même de la population. Il y a eu une baisse considérable des salariés agricoles, baisse aujourd'hui enrayée semble-t-il avec la multiplication des grandes exploitations, une diminution très importante des aides familiaux, notamment des enfants des agriculteurs. Aussi désormais beaucoup d'exploitations dites familiales ont en réalité un seul travailleur, le chef d'exploitation. En revanche il y a eu, avec la mise en place de la retraite des agriculteurs, et l'abaissement de l'âge de la retraite légale (60 ans ; pré-retraite à 55 ans), une hausse spectaculaire des retraités de l'agriculture désormais plus nombreux que les chefs d'exploitations actifs. En 1990, on comptabilisait 1.257.000 retraités de l'agriculture et 982.000 agriculteurs exploitants, toutes communes confondues.

Au plan national, de 1954 à 1990 le nombre d'exploitants agricoles est passé de plus de 4 millions à moins d'un million. Ce recul s'est effectué à un rythme rapide et régulier, de moins 4% par an. Il tend à s'accroître depuis 1982 et n'est pas terminé à lire la pyramide des âges des familles d'agriculteurs et à considérer le petit nombre d'installations vis-à-vis du départ des agriculteurs âgés.

Notons cependant que ce repli du nombre des exploitants et des exploitations ne s'est pas accompagné comme certains l'avaient prédit par un recul considérable des surfaces cultivées. Jusqu'ici l'agrandissement des exploitations restantes a pallié les disparitions des ateliers agricoles. La situation est toutefois très variable selon les régions. Les zones de moyennes montagnes connaissent un abandon accéléré tandis que les reboisements progressent. En d'autres régions, Landes, Champagne, plaine d'Aléria en Corse, les défrichements ont permis de gagner de nouveaux espaces. Autour des grandes agglomérations, sur les rivages touristiques ou dans les montagnes

consacrées aux loisirs, il y a eu des mutations dans l'usage des sols et repli des surfaces agricoles.

3. LA CROISSANCE DES POPULATIONS RURALES NON-AGRICOLES

Dans la mesure où globalement la population rurale progresse en France, elle serait passée de 1975 à 1990, de 14 à 15 millions, ce toujours en ne considérant comme rurales que les populations des communes reconnues comme telle par l'INSEE, soit celles de moins de 2.000 habitants agglomérés, et alors même que la population agricole des communes rurales diminue, cela signifie que le nombre des non-agriculteurs résidant en milieu rural s'accroît.

Il y a bien ainsi que l'a noté J. Klatzmann, " Une agriculture en déclin démographique dans un monde rural en croissance " Ce retournement des tendances a constitué une surprise. Après cent cinquante ans d'exode et de repli des populations

rurales, nous constatons globalement depuis 1975 une augmentation des populations rurales.

Quelles sont les compositions, les dynamiques et les répartitions de ces populations rurales non agricoles ?

Nous connaissons bien leurs structures socio-professionnelles par les résultats des différents recensements. Les deux graphiques ci-dessous (figures 1 et 2) indiquent les répartitions et évolutions selon les actifs résidents et les ménages d'après la profession du chef de ménage.

On constate une relative stabilité du groupe des travailleurs indépendants (commerçants et artisans), une croissance des ouvriers, désormais groupe social le mieux représenté dans l'espace rural, et une explosion de la part des autres catégories (cadres moyens, professions libérales, employés). Il y a bien une recomposition sociale sans précédent des campagnes.

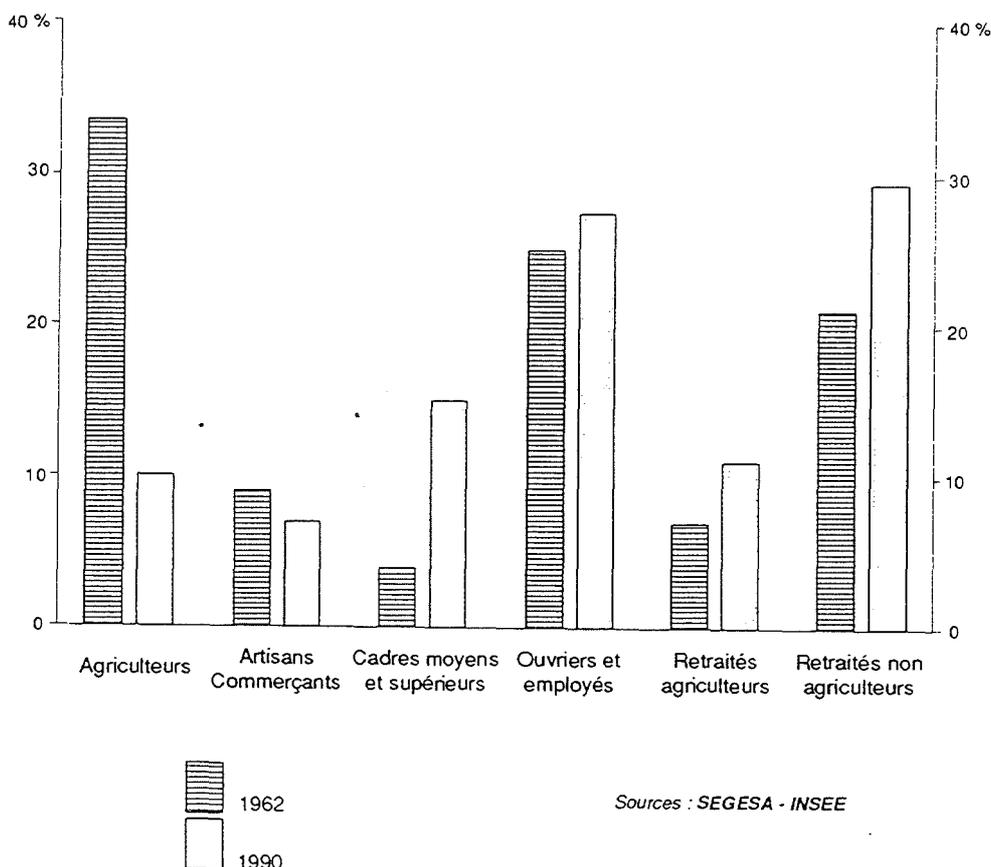


Figure 1 - La répartition des ménages ruraux en 1962 et 1990

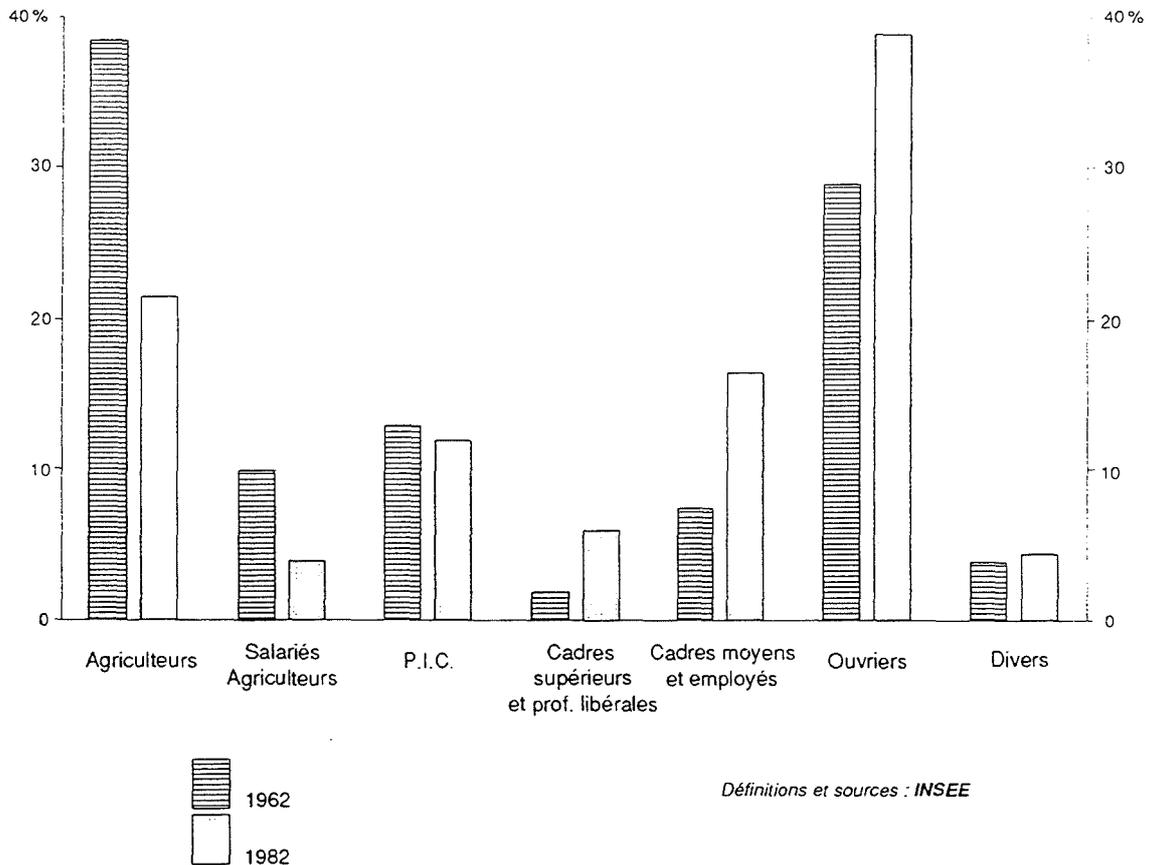


Figure 2 - L'évolution de la part des actifs entre 1962 et 1982, dans les communes rurales de la France entière par catégories socio-professionnelles

Une telle mutation des sociétés locales s'accompagne d'une transformation des activités et des paysages qui n'a pas eu d'équivalent historique. Elle est surtout marquée par la rapidité et la brutalité des évolutions, en l'espace d'une seule génération. Ce qui frappe les imaginations et explique les désarroi et les interrogations. Elle est l'expression d'une urbanisation généralisée des modes de vie et de la mobilité sociale et spatiale. Ceci est ressenti comme un véritable changement de civilisation pour une nation dont la force a longtemps reposé sur sa paysannerie. L'historien F. Braudel dans son dernier ouvrage sur « L'identité de la France » [2], l'a dit mieux que ce que nous pourrions l'exprimer ici. Les rapports entre notre société et la nature en sont transformés. Le temps qui n'est pas si lointain où l'on pouvait vanter en France "l'ordre éternel des champs" n'est plus.

Cette transformation accélérée de la composition sociale des campagnes ne s'est pas faite partout avec la même précocité, la même intensité et les mêmes rythmes. Trois facteurs explicatifs ont été mis en avant par B. Kayser dans un ouvrage récent [12]. D'une part la proximité des villes, d'autre part la

taille des communautés locales, enfin un effet régional lié au poids des traditions et des spécificités démographiques locales. Toutes choses étant égales par ailleurs, plus les sociétés rurales sont proches des villes et plus elles sont importantes, et plus le changement des activités et de la composition sociale a été profond. En revanche loin des agglomérations urbaines, dans les zones enclavées, isolées, de petites communautés ont pu se conserver à l'identique tout en perdant des effectifs et en vieillissant.

On voit donc se juxtaposer des campagnes résidentielles à proximité des villes, dans lesquelles les actifs travaillent en ville tout en conservant une résidence rurale; des campagnes ouvrières liées soit au maintien d'activités manufacturières en milieu rural, soit du fait de l'implantation d'industries de main d'oeuvre; des campagnes marquées par la présence d'activités touristiques et de loisirs; mais aussi des campagnes peuplées de retraités; enfin demeurent des campagnes surtout agricoles, associant exploitants et travailleurs dans les industries agro-alimentaires de transformation. Cette géographie est mouvante, de nouveaux

espaces résidentiels ou touristiques pouvant se diffuser à partir des pôles urbains.

4. LES PROCESSUS EXPLICATIFS DE CETTE RECOMPOSITION SOCIALE DES CAMPAGNES

Les raisons profondes de cette transformation du contenu social des campagnes françaises sont à rechercher dans le bouleversement des modes de vie. Un puissant effet de mobilité bouscule l'enracinement et l'effet de lieu qui ont longtemps prévalu dans nos campagnes.

- Il y a tout d'abord l'étalement des villes conduisant à la mise en place de couronnes périurbaines dans lesquelles les populations vont résider, soit par redéversement urbain, c'est-à-dire des citadins qui vont par goût, ou par nécessité économique, habiter dans les communes rurales autour des villes tout en conservant leur emploi dans ces dernières; soit par migration depuis les campagnes plus éloignées, les couples et ménages venant se rapprocher des agglomérations et des emplois disponibles ou espérés. Chaque agglomération a vu ainsi se constituer depuis trente ans des couronnes de périurbanisation dont le rayon est fonction de l'importance de la ville. Le processus est général, on sait qu'il n'est pas propre à la France. Ce sont ces espaces qui sont en forte croissance qui expliquent l'accroissement des populations rurales depuis 1975.

Ces espaces périurbains ou rurbains, selon les acceptions retenues, s'étalent de plus en plus du fait de la motorisation généralisée des ménages et de l'amélioration des accès à la ville. Aussi a-t-on éprouvé le besoin de définir de nouveaux types d'espace, c'est ainsi que sont apparues les ZPIU (Zones de Peuplement Industriel et Urbain), délimitées en fonction des migrations alternantes de main d'oeuvre et de la composition sociale des communes. En 1990 les communes rurales dites en ZPIU couvrent la quasi totalité du territoire en certaines régions. Ceci exprime clairement la fonction résidentielle de nombre de communes rurales qui se trouvent dans l'ombre urbaine (urban shadow) ainsi que la définissent les géographes anglo-saxons. Ces espaces ne sont pas socialement indifférenciés et il ne s'agit pas seulement de l'aire d'expansion des classes moyennes et des cols blancs. Le phénomène est plus complexe que l'image véhiculée par l'exemple nord-américain. Il y a dans ces espaces périurbains des manifestations de ségrégation sociale, et il s'exerce un tri social fonction des prix du foncier et des aménités offertes par le cadre paysager.

Il y a également les progrès incontestables de la fonction retraite, associée ou non à la fonction de tourisme et de loisirs, qui transforment progressivement l'espace rural en un espace d'accueil, d'immigration de personnes âgées, succédant à cent cinquante années d'exode et d'émigration des jeunes. Aussi ce processus s'accompagne d'un vieillissement des populations. Désormais on naît en ville et l'on meurt en campagne. Des départements entiers de l'espace rural vivent de plus en plus de cette fonction de retraite, des espaces littoraux comme la Côte d'Azur ou le Pays basque, mais aussi le Morvan, le Perche, le Limousin ou le Périgord.

- Un troisième type d'évolution se manifeste avec le maintien, la transformation, voire l'installation d'usines à la campagne. On a ainsi ponctuellement affirmation de sociétés rurales ouvrières qui ont souvent conservé de bonnes densités, ainsi peut on citer le Choletais, souvent considéré comme un modèle d'industrialisation rurale, mais aussi le Jura, les Monts du Lyonnais, le Vimeu en Picardie, le Bocage normand... Ces sociétés reposent sur des industries de main d'oeuvre fragilisées par les risques de délocalisation des ateliers dans les pays à main d'oeuvre bon marché, que ce soit en M^{ie} ou en Afrique.

- Un quatrième élément d'explication de la diversification des populations rurales tient aussi à la profonde transformation de l'agriculture. La recherche de l'intensification, de la productivité et la motorisation ont bouleversé la trame agraire. Le nombre de travailleurs nécessaires, ce que l'on pourrait baptiser la densité technico-agricole, a beaucoup diminué. Et parallèlement l'agriculture française est devenue largement excédentaire et exportatrice, un ancien président de la République ayant même pu baptiser notre agriculture « le pétrole vert de la France » !

5. RÉSULTATS ET CONSÉQUENCES DE CES ÉVOLUTIONS

Tous ces processus additionnés ont abouti à deux phénomènes majeurs : le repeuplement des campagnes, du moins de la majorité des espaces ruraux puisque deux tiers des communes rurales sont en croissance en 1990, et la diversification au plan socio-professionnel des populations rurales.

A l'exode rural a succédé l'exode urbain. Le renversement s'est opéré au milieu des années

soixante-dix. Le moteur en est la périurbanisation, c'est-à-dire l'essor de la fonction résidentielle. Ce double mouvement de repeuplement et de diversification s'accompagne de situations contrastées selon les lieux. On peut donc grossièrement dessiner une typologie.

Trois types ruraux peuvent être décrits :

- Les espaces ruraux périurbains ou rurbains, dont la population s'accroît rapidement et se diversifie socialement. C'est souvent un espace de conflits entre fonctions et groupes de population.

A l'opposé les espaces ruraux dévitalisés, généralement à faibles densités (moins de 20 ou de 30 habitants au km² sont les seuils habituellement retenus) dans lesquels les populations diminuent, vieillissent, ne se renouvellent plus, quelquefois baptisés espaces ruraux profonds, souvent situés en marge des régions et des départements, loin des villes, espaces pour lesquels se posent des problèmes d'aménagement du territoire en termes de desserte et d'équipements, pris en charge par l'Etat. Ces espaces couvrent le quart du territoire national mais ils n'abritent que de 3 à 4% de la population française et environ 10% des ruraux.

- Enfin les espaces dits intermédiaires, dont les activités reposent sur une agriculture familiale, des industries induites, du type industries agro-alimentaires ou des industries de main d'oeuvre, un encadrement de bourgs et de petites villes abritant équipements et services à la population, et dont les densités sont encore relativement élevées.

La répartition de ces trois types d'espace est différente sur le territoire. De nombreux auteurs ont tenté depuis une trentaine d'années de cartographier la répartition de ces types. On peut en particulier retenir l'essai effectué par P. Brunet dans le cadre de la Commission de Géographie Rurale du CN en 1980 [3], travail collectif des ruralistes; la tentative de R. Chapuis dans un manuel sur les populations rurales [5]; ou encore la recherche entreprise à l'échelle des cantons par la SEGESA pour le Ministère de l'Agriculture et traduite dans le grand atlas de la France rurale en 1989 [9].

6. CONCLUSIONS

Tous les auteurs et les cartes extraites de leurs travaux montrent la très grande diversité des combinaisons dans les compositions sociales nouvelles des populations rurales et confirment que l'espace rural s'est fondamentalement transformé. On a pu parler d'un processus de décomposition des

sociétés traditionnelles et de recomposition [11,12]. Pour ma part j'ai évoqué l'image « des habits neufs de l'espace rural » et j'ai regroupé les évolutions observées selon trois formules qui schématisent un peu les réalités, mais qui essaient de faire comprendre les mécanismes à l'oeuvre en parlant de surexploitation, mutation ou abandon selon les lieux.

Cette diversification, ou mieux cette recomposition sociale des populations rurales, qui se fait donc à effectifs constants, voire même, depuis 1975, avec une croissance globale puisque l'on serait passé de 14 à 15 millions de ruraux, en ne comptabilisant une fois encore que les seules communes de moins de 2.000 habitants agglomérés, se mesure à toutes les échelles, nationale, régionale ou locale.

Le fait fondamental est la diminution des familles d'agriculteurs qui conduit à en faire une minorité parmi d'autres dans la population rurale. Il est vrai cependant qu'ils occupent encore la majeure partie de l'espace, lequel demeure sauf en quelques secteurs un espace productif, ce qui leur donne un poids encore considérable dans la vie locale, sociale ou politique.

RÉFÉRENCES

- [1] BÉTEILLE, R., 1994, *La crise rurale*, PUF, Paris.
- [2] BRAUDEL, F., 1986, *L'identité de la France*, Arthaud-Flammarion, Paris, 3 volumes.
- [3] BRUNET, P. 1984, *Mutations de l'espace rural français : 1950-1980*, CERVIR, Université de Caen.
- [4] BRUNET, P. (sous la direction de), 1992, *Atlas des paysages ruraux de France*, Ed. de Monza, Paris, 200 p.
- [5] CHAPUIS, R., BROSSARD, T., 1986, *Les ruraux français*, Masson, Paris.
- [6] COLLECTIF, 1991, Quel avenir pour l'agriculture et le monde rural ?, *Economie rurale*, 202-203.
- [7] COLLECTIF, 1992, Quelles campagnes pour demain ?, *Géographie sociale*, 12, 518 p.
- [8] COLLECTIF, 1994, Les nouveaux espaces ruraux, *Sciences humaines*, hors série, fév.-mars 1994.
- [9] INRA, SCEES (sous la responsabilité de), 1989, *Atlas de la France rurale*, Ed. de Monza, Paris, 494 p.
- [10] INSEE, 1993, *Les agriculteurs : contours et caractères*, Paris, 141 p.
- [11] KAYSER, B., 1990, *La renaissance rurale*, Colin, Paris.

- [12] KAYSER, B., 1993, *Naissance de nouvelles campagnes*, DATAR, Ed. de l'Aube, Paris, 174 p.
- [13] PINCHEMEL, P., 1954, *Structures sociales et dépopulation rurale dans les campagnes picardes de 1836 à 1936*, Colin, Paris.
- [14] RAVIGNAN, F. de, ROUX, P. (sous la direction de), 1990, *Atlas de la France verte*, Ed. de Monza, Paris, 220 p.

Jean RENARD
Institut de Géographie et d'Aménagement Régional
Université de Nantes
Chemin de la Censive du Tertre, BP 1025
44036 NANTES Cedex 01, FRANCE